

Conseil Communautaire du	8 décembre 2017
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	19
N° identifiant	2017-0710

Titre	Autres incidences financières - Approbation du rapport de la CLETC
-------	--

Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	10/11/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Mme GUERINEAU et M. BLANCHARD

PJ.	Rapport de la CLETC du 16 novembre 2017
-----	---

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	75	<p>M. Alain CLAEYS - <b>Président</b></p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGERS - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - M. Gérard DELIS - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUERINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINEE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - M. Alain VERDIN - M. Olivier BROSSARD - M. Dominique ELOY - Mme Christiane FRAYSSE - M. Nicolas REVEILLAUD - Mme Peggy TOMASINI <b>les conseillers communautaires</b></p> <p>M. Christian GIRARD <b>le conseiller communautaire suppléant</b></p>
----------	----	---

Absents	9	<p>M. Aurélien TRICOT - M. Michel BERTHIER <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Patrick BOUFFARD - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Philippe PALISSE - M. Edouard ROBLOT - M. Michel SAUMONNEAU <b>les conseillers communautaires</b></p>
---------	---	---

Mandats	7	Mandants	Mandataires
		Monsieur CORONAS Patrick	Monsieur LUCAUD Laurent
		Monsieur BIZARD Joël	Monsieur NEVEUX Jérôme
		Madame BREUILLE Coralie	Madame RIMBAULT-HERIGAULT Nathalie
		Madame DAIGRE Jacqueline	Monsieur POTHIER-LEROUX Sylvain
		Madame MARCINIAK Marie-Christine	Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis
		Madame VALLOIS-ROUET Laurence	Madame GUERINEAU Diane
		Madame FAURY-CHARTIER Michèle	Monsieur JEAN Yves

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations est le suivant : de 78 à 82, 31, 52, puis retour à l'ordre initial</p> <p>Mme GUERINEAU est sortie de la salle</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances

VU l'article 1609 nonies C du CGI,

VU le rapport de la CLETC du 16 novembre 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radégonde à compter du 1er janvier 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 5 octobre 2017, le 2 novembre 2017 et le 16 novembre 2017 pour évaluer le montant des charges et produits transférés à Grand Poitiers communauté urbaine.

Ces charges et produits correspondent au transfert des compétences « Voirie – Eclairage public » et une erreur matérielle pour la commune de Chasseneuil-du-Poitou pour la compétence « Promotion du tourisme » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. La CLETC a aussi évalué la partie fonctionnement de la régularisation du transfert de charges du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux.

Les tableaux ci-dessous synthétisent le résultat des travaux de la CLETC :

Compétence « Voirie – Eclairage public » :

COMMUNES	Fonctionnement net	Charges indirectes	Investissement net	Matériels et véhicules	Frais financiers	TOTAL
CELLE-LEVESCAULT	9 535	582	35 620	145	6 057	51 939
CLOUE	5 619	255	8 450	-	1 366	15 690
COULOMBIERS	21 593	1 080	37 757	-	-	60 430
CURZAY-SUR-VONNE	8 369	335	7 797	-	151	16 652
JAZENEUIL	4 639	236	35 475	62	3 226	43 638
LUSIGNAN	81 772	5 051	100 277	1 995	18 265	207 360
ROUILLE	58 883	3 843	93 583	1 526	10 332	168 167
SAINT-SAUVANT	25 347	1 454	30 000	1 095	-	57 896
SANXAY	14 474	579	12 248	-	1 325	28 626
CHAUVIGNY	274 869	17 180	153 032	25 487	14 232	484 800
JARDRES	32 035	1 627	25 403	2 931	4 390	66 386
PUYE	20 132	805	21 788	2 254	1 466	46 445
SAINTE-RADEGONDE	2 874	115	7 496	-	-	10 485
BEAUMONT-SAINT-CYR	83 449	4 183	139 554	8 673	9 827	245 686
DISSAY	102 979	6 435	110 182	5 611	10 984	236 191
JAUNAY-MARIGNY	280 059	17 380	217 253	13 982	-	528 674
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	170 290	10 592	118 520	7 739	5 599	312 740
BIGNOUX	18 206	1 114	10 223	-	-	29 543
BONNES	62 635	3 214	17 120	5 249	-	88 218
CHAPELLE-MOULIERE	11 770	507	14 936	2 105	-	29 318
LAVOUX	15 988	854	48 301	2 140	5 798	73 081
LINIERS	8 867	405	2 283	500	-	12 055
POUILLE	8 958	361	17 340	-	-	26 659
SAINT-JULIEN-L'ARS	99 574	6 603	77 780	12 494	11 877	208 328
SAVIGNY-LEVESCAULT	17 000	850	11 254	2 205	1 643	32 952
SEVRES-ANXAUMONT	30 294	1 887	57 219	2 501	-	91 901
TERCE	19 615	1 053	5 215	-	-	25 883
<b>TOTAL</b>	<b>1 489 825</b>	<b>88 580</b>	<b>1 416 106</b>	<b>98 694</b>	<b>106 538</b>	<b>3 199 743</b>

Erreur matérielle pour la commune de Chasseneuil-du-Poitou pour la compétence « Promotion du tourisme » :

	Chiffrage CLETC
Dépenses	93 099
Recettes	418 111
<b>Recettes nettes</b>	<b>325 012</b>

Partie fonctionnement de la régularisation du transfert de charges du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux

Fonctionnement	Chiffrage CLETC
Dépenses	35 399
Recettes	0
<b>Fonctionnement net</b>	<b>35 399</b>

Il vous est proposé d'approuver le rapport de la CLETC ci-joint.

POUR	77	
CONTRE	2	M. Jacques ARFEUILLERE, Mme Christiane FRAYSSE
Abstention	1	M. Gérald BLANCHARD
Ne prend pas part au vote	2	Mme Diane GUERINEAU, Mme Laurence VALLOIS-ROUET

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	15 décembre 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	15 décembre 2017
Identifiant de télétransmission	86-200069854-20171208-lmc171063-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.10
Nomenclature Préfecture	Divers

# Grand Poitiers Communauté urbaine

## Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges du 16 novembre 2017

### Préambule :

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est déroulée le jeudi 16 novembre 2017. Etaient présents :

Commissaires présents	
COMMUNE	Prénom - NOM
COULOMBIERS	Daniel AMILIEN
SAVIGNY LEVESCAULT	Guy ANDRAULT
CELLE L EVESCAULT	Patrick BOUFFARD
BEAUMONT SAINT CYR	Ghislaine BRINGER
LINIERS	Dominique BROCAS
LA PUYE	Olivier BROSSARD
POITIERS	Francis CHALARD
CURZAY SUR VONNE	Jean Michel CHOISY
CHAUVIGNY	Gérard DELIS
CHASSENEUIL DU POITOU	Claude EIDELSTEIN
SAINTE RADEGONDE	Claude FOUCHER
DISSAY	Michel FRANCOIS
SEVRES ANXAUMONT	Christian GIRARD
SANXAY	Jacky GREFFIER
JAUNAY MARIGNY	Jean-François JOLIVET
JAZENEUIL	Claude LITT
LAVOUX	Maguy LUMINEAU
BIARD	Gilles MORISSEAU
CLOUE	Frédy POIRIER
JARDRES	Ludmilla POLO
ROUILLE	Véronique ROCHAIS CHEMINEE
LUSIGNAN	Francis ROGEON
MONTAMISE	Corine SAUVAGE
BIGNOUX	Vincent THOMASSIN
RCF	Michaël LECOMTE

Le quorum étant réuni les sujets à l'ordre du jour ont été débattus.

### Contexte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération a été créée. Cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Professionnelle

Unique (FPU) est issu de la fusion de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, de Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et des communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radegonde. Au 1<sup>er</sup> juillet 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération s'est transformé en Grand Poitiers Communauté urbaine.

Grand Poitiers Communauté urbaine a repris l'ensemble des compétences exercées par ces EPCI ainsi que les attributions de compensation évaluées par leur Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) respective, le cas échéant.

A la suite de la fusion, les montants des attributions de compensation de plusieurs communes membres de Grand Poitiers Communauté urbaine ont évolué en 2017 pour 3 raisons :

- 18 communes n'étaient pas membres en 2016 d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique. La fiscalité entreprise, la fraction départementale de taxe d'habitation et plusieurs dotations perçues en 2016 par ces 18 communes sont transférées de droit à Grand Poitiers Communauté urbaine. Cette dernière compense ces transferts via l'attribution de compensation dite fiscale (Cf. CLETC du 6 avril 2017).
- Grand Poitiers Communauté urbaine exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les compétences obligatoires d'une communauté d'agglomération sur l'ensemble de son périmètre (Cf. CLETC du 6 juillet 2017 pour les compétences Urbanisme et Promotion du Tourisme).
- Grand Poitiers Communauté urbaine exerce depuis le 17 février 2017 les compétences obligatoires d'une communauté urbaine sur l'ensemble de son périmètre (principalement la compétence Voirie – Eclairage public dont la gestion est déléguée aux communes via convention de gestion pour l'année 2017).

Les CLETC du 5 octobre 2017 et du 2 novembre 2017 ont entamé le transfert de charges pour la compétence Voirie – Eclairage public. Pour continuer le processus de chiffrage des compétences transférées, une nouvelle CLETC s'est déroulé le 16 novembre 2017. Ces trois CLETC ont travaillé sur les sujets suivants :

- Sujet 1 : Valorisation des charges et recettes directes de fonctionnement pour la compétence Voirie – Eclairage public (Grand Poitiers 27)
- Sujet 2 : Valorisation des charges indirectes pour la Voirie – Eclairage public (Grand Poitiers 27)
- Sujet 3 : Valorisation des charges et recettes directes d'investissement pour la compétence Voirie – Eclairage public (Grand Poitiers 27)
- Sujet 4 : Valorisation des matériels et véhicules pour la compétence Voirie – Eclairage public (Grand Poitiers 27)
- Sujet 5 : Choix sur le transfert ou non de la structure de financement de la compétence Voirie - Eclairage public (Grand Poitiers 27)
- Sujet 6 : Présentation de la possibilité d'imputer une partie de l'attribution de compensation en investissement (Grand Poitiers 27)
- Sujet 7 : Prise en compte d'une erreur matérielle pour la commune de Chasseneuil-du-Poitou pour la compétence Promotion du Tourisme

- Sujet 8 : Régularisation du transfert de charges du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux (partie fonctionnement).

### **Le rôle de la CLETC**

Vu l'article 1609 nonies C, IV du CGI, la CLETC est chargée de procéder à l'évaluation des charges et recettes transférées des communes à l'EPCI. Cet article dispose que :

« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées **d'après** leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant le transfert de compétences. **La période de référence est déterminée par la commission** ».

« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année ».

« Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges ».

**Chaque commune doit donner à Grand Poitiers les moyens financiers d'exercer les compétences transférées.**

L'évaluation de la CLETC doit permettre la neutralité financière la première année. Les évolutions de dépenses et de recettes transférées (en fonctionnement et en investissement) seront supportées par Grand Poitiers.

Il est rappelé que les transferts financiers (attribution de compensation) ne correspondent pas nécessairement aux transferts opérationnels. En effet, chaque commune fait le choix de transférer partiellement ou totalement les personnels, véhicules et locaux affectés à la compétence transférée. Si, la commune fait le choix de garder un agent, cela correspond à une création de poste pour la commune. De son côté, Grand Poitiers aura les moyens financiers pour remplacer l'agent non transféré. Cette opération est donc neutre pour l'intercommunalité.



## **L'évaluation de la compétence Voirie – Eclairage public**

La transformation de Grand Poitiers en communauté urbaine implique de transférer les compétences Voirie et Eclairage public encore exercées par les communes.

Il est précisé que :

- la propreté urbaine, le déneigement et les équipements de gestion du stationnement sur voirie (horodateurs,...), les squares, les parcs, les chemins ruraux ne sont pas compris dans le périmètre de la compétence voirie, au contraire des espaces verts de voirie (arbres d'alignement notamment)
- les illuminations de Noël, l'éclairage public des équipements communaux et la taxe sur la consommation finale d'électricité restent de compétence communale

Les 13 communes de la communauté d'agglomération Grand Poitiers ont procédé à l'évaluation de la compétence voirie lors de la CLETC du 13 juin 2016. Pour les 27 autres communes, seulement une partie de la compétence voirie était déjà communautaire. Il convient d'évaluer la partie qui est encore communale.

A la lecture des statuts des communautés fusionnées, la partie encore communale des communes issues :

- du Pays Chauvinois correspond :
  - aux enfouissements de réseaux
  - à l'éclairage public
  - au mobilier urbain
  - aux réparations localisées de bordures
  - l'entretien dans les bourgs des trottoirs, des bordures et de la signalisation verticale et horizontale
  - aux parcs de stationnement
  - aux espaces verts accessoires de voirie et arbres d'alignement
- du Pays Mélusin correspond à la voirie des bourgs et à l'éclairage public
- de Val Vert du Clain correspond aux dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement sur l'éclairage public et la voirie (hormis les pistes cyclables intercommunales)
- de Vienne et Moulière correspond :
  - à des réparations ponctuelles de chaussées (nids de poules...) et des dépendances
  - au maintien en bon état d'usage des dépendances : fauchage, élagage, débroussaillage, désherbage, abattage des plantations situées en bordure de ces voies
  - à l'éclairage public
  - aux parcs de stationnement
  - aux espaces verts accessoires de voirie et arbres d'alignement.

**Il est rappelé que les différences de périmètre sur la gestion communale de la compétence Voirie ne permettent pas de comparer les charges et les recettes de communes issues d'un EPCI différent.**

Au début du second semestre 2017, chaque commune a été rencontrée pour fiabiliser la base de données Voirie – Eclairage public.

Michaël LECOMTE du cabinet Ressources Consultants Finances a indiqué que :

- les dépenses moyennes consolidées par habitant des 27 communes (86,9 €) sont cohérentes avec les évaluations sur les communes de Grand Poitiers 13 hors Poitiers (92,7 €)
- les dépenses moyennes consolidées par kilomètre de voirie urbaine des 27 communes (14 K€) sont cohérentes avec les évaluations sur les communes de Grand Poitiers 13 hors Poitiers (14 K€)
- la répartition des dépenses nettes entre la section de fonctionnement et la section d'investissement urbaine des 27 communes (50 / 50) est cohérente avec la répartition constatée sur Grand Poitiers 13 hors Poitiers (48 / 52).

## **Sujet 1 : Valorisation des charges et recettes directes de fonctionnement pour la compétence Voirie – Eclairage public**

Pour la détermination du coût net annuel de fonctionnement, de la même façon que pour les 13 communes issues de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers, il a été demandé aux 27 communes de recenser :

- Les dépenses de fonctionnement : les charges à caractère général (consommation d'électricité, petit entretien, fournitures de voirie, carburant, vêtements de travail,...), les charges de personnel (qui se limitent aux traitements, primes,... des agents travaillant sur les espaces verts et la voirie transférés et le cas échéant aux responsables des services techniques) et les charges exceptionnelles.
- Les recettes de fonctionnement : les produits des services (redevances France Télécom, redevances ERDF - GRDF...) et les recettes exceptionnelles (remboursements des assurances).

Chaque commune a recensé des dépenses de fonctionnement sur la période 2011 à 2016. Compte-tenu des fortes variations d'une année à une autre et d'une commune à une autre, proposer d'appliquer une méthodologie de chiffrage uniforme (comme retenir la dernière année) ne doit pas être privilégié.

Aussi, après étude des différentes bases de données transmises par les communes, Monsieur Lecomte du cabinet Ressources Consultants Finances a proposé **un chiffrage individualisé pour tenir compte des caractéristiques des communes tout en permettant à Grand Poitiers de disposer des moyens financiers nécessaires à l'exercice de la compétence.**

Il est précisé que la communauté de communes du Pays Chauvinois a organisé une CLETC en 2016 sur une partie du fonctionnement de la compétence voirie (fauchage, élagage et entretien de voirie). Toutefois, certaines prestations sont encore gérées par les communes sous convention de gestion :

- Le fauchage est toujours réalisé par Chauvigny, Jardres et La Puye
- L'entretien de voirie et l'élagage sont toujours réalisés par Chauvigny

Ces trois communes (Chauvigny, Jardres et La Puye) ont listé des dépenses et des recettes afférentes à la voirie sans distinguer ce qui était du ressort de la convention de prestation en cours et ce qui ne l'était pas. Pour ne pas pénaliser ces 3 communes en évaluant une deuxième fois les prestations encore réalisées par ces dernières, la CLETC a choisi de réduire le coût brut du chiffrage réalisé par la CLETC du Pays Chauvinois.

Ci-dessous la synthèse des travaux de la CLETC quant à la valorisation des charges et recettes directes de fonctionnement pour la compétence Voirie – Eclairage public :

COMMUNES	Fonctionnement Eclairage public hors personnel	Fonctionnement Voirie hors personnel	Personnel Eclairage public	Personnel Voirie	Recettes Eclairage public	Recettes Voirie	TOTAL Eclairage public	TOTAL Voirie	Net CLETC Pays Chauvnois pour les communes sous convention	TOTAL net
CELLE-LEVESCAULT	6 856	1 776	-	3 007	-	2 103	6 856	2 679	-	9 535
CLOUE	2 812	993	-	2 565	-	752	2 812	2 806	-	5 619
COULOMBIERS	16 237	5 356	-	-	-	-	16 237	5 356	-	21 593
CURZAY-SUR-VONNE	4 153	1 367	-	2 849	-	-	4 153	4 217	-	8 369
JAZENEUIL	5 145	443	-	321	34	1 236	5 110	- 471	-	4 639
LUSIGNAN	41 189	28 000	-	15 000	-	2 418	41 189	40 582	-	81 772
ROUILLE	17 599	8 647	-	37 807	969	4 200	16 629	42 254	-	58 883
SAINT-SAUVANT	13 099	5 820	-	10 160	-	3 732	13 099	12 248	-	25 347
SANXAY	8 843	4 038	-	1 593	-	-	8 843	5 631	-	14 474
CHAUVIGNY	127 186	44 407	14 938	175 583	-	11 457	142 124	208 532	75 788	274 869
JARDRES	11 492	10 829	-	19 055	-	504	11 492	29 380	8 837	32 035
PUYE	5 346	4 309	-	23 022	-	-	5 346	27 331	12 544	20 132
SAINTE-RADEGONDE	2 874	-	-	-	-	-	2 874	-	-	2 874
BEAUMONT	25 483	12 860	-	20 681	-	209	25 483	33 333	-	58 816
SAINT-CYR	7 086	9 564	-	7 983	-	-	7 086	17 547	-	24 633
DISSAY	33 453	32 154	-	41 650	-	4 277	33 453	69 527	-	102 979
JAUNAY-CLAN	132 759	44 849	-	74 780	14 149	2 400	118 610	117 229	-	235 839
MARIGNY-BRIZAY	12 577	13 603	-	18 568	-	528	12 577	31 643	-	44 220
SAINT-GEORGES-LES-B	45 218	79 792	-	51 531	-	6 251	45 218	125 072	-	170 290
BIGNOUX	7 522	6 779	-	4 750	-	845	7 522	10 684	-	18 206
BONNES	12 340	19 136	-	32 810	-	1 651	12 340	50 294	-	62 635
CHAPELLE-MOULIERE	4 037	2 037	-	6 606	-	910	4 037	7 733	-	11 770
LAVOUX	7 248	2 980	-	6 843	-	1 083	7 248	8 740	-	15 988
LINIERS	3 480	2 589	-	4 066	-	1 269	3 480	5 386	-	8 867
POUILLE	4 097	4 297	-	629	65	-	4 033	4 925	-	8 958
SAINT-JULIEN-L'ARS	27 102	16 884	-	66 066	1 762	8 717	25 340	74 233	-	99 574
SAVIGNY-LEVESCAULT	7 486	6 189	-	3 326	-	-	7 486	9 514	-	17 000
SEVRES-ANXAUMONT	15 814	4 864	-	10 778	-	1 162	15 814	14 480	-	30 294
TERCE	8 663	4 530	-	7 866	-	1 443	8 663	10 953	-	19 615
<b>TOTAL</b>	<b>617 194</b>	<b>379 092</b>	<b>14 938</b>	<b>649 894</b>	<b>16 978</b>	<b>57 148</b>	<b>615 154</b>	<b>971 839</b>	<b>97 170</b>	<b>1 489 825</b>

**Décision : la CLETC valorise les charges et recettes directes de fonctionnement ci-dessus pour la compétence Voirie – Eclairage public pour un coût net total de 1 489 825 €.**

## **Sujet 2 : Valorisation des charges indirectes pour la Voirie – Eclairage public**

Pour conclure le chiffrage des charges de fonctionnement « Voirie - Eclairage public », il convient d'évaluer les charges indirectes (ou charges de structure).

Les charges visées sont l'ensemble des charges annexes rendues nécessaires pour l'exercice de la compétence. Elles correspondent notamment aux fonctions supports telles que l'informatique, la gestion des ressources humaines, la gestion des paies, l'administration financière, l'encadrement des équipes techniques (en dehors des personnels déjà comptés en charges directes), la communication...

La méthodologie du forfait est fréquemment utilisée par les collectivités lors de transfert de compétences. Pour que Grand Poitiers puisse faire face aux charges indirectes induites par le transfert de la « Voirie – Eclairage public », la CLETC a choisi de valoriser les charges indirectes pour la Voirie – Eclairage public en utilisant un forfait avec un taux progressif en fonction de la strate de la commune applicable aux dépenses brutes de fonctionnement « Voirie – Eclairage public » :

<b>Nombre d'habitants</b>	<b>Taux appliqué</b>
<1000 hab	4%
entre 1000 et 2000 hab	5%
>2000 hab	6%

Ci-dessous la synthèse des travaux de la CLETC quant à la valorisation des charges indirectes pour la compétence Voirie – Eclairage public :

Communes	Charges indirectes
CELLE-LEVESCAULT	582
CLOUE	255
COULOMBIERS	1 080
CURZAY-SUR-VONNE	335
JAZENEUIL	236
LUSIGNAN	5 051
ROUILLE	3 843
SAINT-SAUVANT	1 454
SANXAY	579
CHAUVIGNY	17 180
JARDRES	1 627
PUYE	805
SAINTE-RADEGONDE	115
BEAUMONT	2 951
SAINT-CYR	1 232
DISSAY	6 435
JAUNAY-CLAN	15 143
MARIGNY-BRIZAY	2 237
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	10 592
BIGNOUX	1 114
BONNES	3 214
CHAPELLE-MOULIERE	507
LAVOUX	854
LINIERS	405
POUILLE	361
SAINT-JULIEN-L'ARS	6 603
SAVIGNY-LEVESCAULT	850
SEVRES-ANXAUMONT	1 887
TERCE	1 053
<b>TOTAL</b>	<b>88 580</b>

**Décision :** la CLETC valorise les charges indirectes ci-dessus pour la compétence Voirie – Eclairage public avec un coût net total de 88 580 €.

### **Sujet 3 : Valorisation des charges et recettes directes d'investissement pour la compétence Voirie – Eclairage public**

Pour la détermination du coût net annuel d'investissement, de la même façon que pour les 13 communes issues de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers, il a été demandé de recenser les montants inscrits de 2004 à 2016 (13 ans), soit :

- Les dépenses d'investissement : les subventions d'investissement versées, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les immobilisations en cours.
- Les recettes d'investissement : essentiellement les subventions d'investissement reçues (amendes de police, participations,...). Il n'a pas été demandé aux communes de recueillir les sommes de Fonds de Compensation de la Taxe sur les Valeurs Ajoutées (FCTVA) perçues au titre de la voirie et de l'éclairage public. Pour le chiffrage des recettes de FCTVA, la CLETC a choisi d'appliquer le taux de 15,00 % à la totalité des dépenses brutes d'investissement (hors fonds de concours). Le taux actuellement en vigueur de 16,404 % est rapporté à 15,00 % pour tenir compte des dépenses d'investissement de voirie qui ne sont pas éligibles au FCTVA.

Il est rappelé que la CLETC a choisi de ne pas valoriser le renouvellement de la voirie et de l'éclairage public des lotissements. Les investissements présentés n'intègrent donc pas ces coûts.

Ci-dessous la moyenne des dépenses et recettes d'investissement (actualisées en € 2016) figurant dans les différents questionnaires des communes :

MOYENNE DES INVESTISSEMENTS				
Commune	Dépenses Eclairage public	Dépenses Voirie	Recettes	Coût net
CELLE-LEVESCAULT	6 463	69 713	34 405	<b>41 771</b>
CLOUE	8 443	4 362	4 355	<b>8 450</b>
COULOMBIERS	5 900	46 990	15 133	<b>37 757</b>
CURZAY-SUR-VONNE	4 887	7 814	4 904	<b>7 797</b>
JAZENEUIL	9 099	116 379	63 611	<b>61 867</b>
LUSIGNAN	14 138	128 158	42 019	<b>100 277</b>
ROUILLE	5 117	121 793	33 327	<b>93 583</b>
SAINT-SAUVANT	7 819	20 555	6 692	<b>21 683</b>
SANXAY	3 601	17 891	9 243	<b>12 248</b>
CHAUVIGNY	68 622	166 351	81 941	<b>153 032</b>
JARDRES	21 910	17 704	14 211	<b>25 403</b>
PUYE	14 657	20 561	13 430	<b>21 788</b>
SAINTE-RADEGONDE	1 825	6 994	1 323	<b>7 496</b>
BEAUMONT	16 019	106 104	6 397	<b>115 727</b>
SAINT-CYR	4 469	20 489	1 131	<b>23 827</b>
DISSAY	15 931	101 686	7 435	<b>110 182</b>
JAUNAY-CLAN	28 798	174 659	14 224	<b>189 233</b>
MARIGNY-BRIZAY	4 779	65 814	5 552	<b>65 041</b>
SAINT-GEORGES-LES-BAILL	11 548	128 787	21 816	<b>118 520</b>
BIGNOUX	10 915	8 302	8 994	<b>10 223</b>
BONNES	17 225	5 449	5 553	<b>17 120</b>
CHAPELLE-MOULIERE	2 464	17 623	5 151	<b>14 936</b>
LAVOUX	7 212	80 587	29 037	<b>58 762</b>
LINIERS	1 956	636	308	<b>2 283</b>
POUILLE	2 923	20 372	5 954	<b>17 340</b>
SAINT-JULIEN-L'ARS	17 875	133 701	43 075	<b>108 501</b>
SAVIGNY-LEVESCAULT	9 270	11 268	9 285	<b>11 254</b>
SEVRES-ANXAUMONT	32 677	52 569	28 028	<b>57 219</b>
TERCE	4 704	2 822	2 311	<b>5 215</b>
<b>TOTAL</b>	<b>361 245</b>	<b>1 676 135</b>	<b>518 844</b>	<b>1 518 535</b>

A titre d'exemple, le coût afférent à l'éclairage public de la commune de Celle-l'Evescault correspond à la moyenne sur 13 ans des dépenses en éclairage public figurant dans le questionnaire (dépenses actualisées en euro 2016). La même méthodologie a été retenue pour les dépenses de voirie et les subventions de voirie et d'éclairage public. Il est rappelé que les recettes comprennent le FCTVA calculé en appliquant 15 % de la dépense brute (hors fonds de concours).

Lors d'une réunion de CLETC, Patrick BOUFFARD avait indiqué que sa commune avait réalisé une dépense atypique sur la période de référence utilisée pour le chiffrage des investissements de voirie. Il souhaite que cette dépense soit évaluée différemment en utilisant un amortissement sur 20 ans.



A partir de cette remarque, Michaël LECOMTE de Ressources Consultants Finances s'est attaché à l'identification des dépenses qui de par leur montant **modifient la structure habituelle du budget principal et du budget « Voirie – Eclairage public »**. Aussi ce n'est pas un investissement qui est identifié comme une opération atypique d'un point de vue technique.

Pour qu'un investissement net soit qualifié « d'atypique », Michaël Lecomte considère que ce dernier doit représenter :

- d'une part au moins 10 % des investissements nets du budget principal de la commune sur la période 2004 – 2016
- et d'autre part au moins 40 % des investissements nets du questionnaire Voirie – Eclairage public de la commune (période 2004 – 2016).

Sur les 27 communes, 5 d'entre elles présentent des investissements qui modifient la structure habituelle du budget principal **et** du budget « Voirie – Eclairage public » :

	(a)	(b)	(c)	(d)=(c)/(a)	(e)=(c)/(b)	
Commune	DI nettes totales 2004- 2016	DI nettes voirie / EP (K€)	DI nette Max	DI nette Max / DI nettes totales	DI nette Max / DI nettes Voirie-EP	Eligibilité DI atypiques
Celle-Lévescault	1 719	543	228	13,3%	42,1%	oui
Cloué	783	110	6	0,8%	5,8%	non
Coulombiers	2 707	491	140	5,2%	28,5%	non
Curzay-sur-Vonne	490	101	47	9,7%	46,8%	non
Jazeneuil	1 601	804	605	37,8%	75,3%	oui
Lusignan	5 079	1 304	246	4,8%	18,8%	non
Rouillé	6 502	1 217	289	4,4%	23,7%	non
Saint-Sauvant	2 246	282	90	4,0%	32,1%	non
Sanxay	764	159	62	8,2%	39,2%	non
Chauvigny	29 135	1 989	655	2,2%	32,9%	non
Jardres	2 990	330	39	1,3%	11,7%	non
La Puye	1 309	283	37	2,8%	13,1%	non
Sainte-Radégonde	865	97	10	1,1%	10,2%	non
Beaumont	5 332	1 504	187	3,5%	12,4%	non
Saint-Cyr	1 559	310	43	2,8%	13,9%	non
Dissay	7 808	1 432	394	5,0%	27,5%	non
Jaunay-Clan	13 663	2 460	1 375	10,1%	55,9%	oui
Marigny-Brizay	2 596	846	113	4,3%	13,3%	non
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	8 505	1 541	409	4,8%	26,5%	non
Bignoux	580	133	33	5,7%	25,0%	non
Bonnes	2 583	223	58	2,2%	25,8%	non
La Chapelle-Moulière	414	194	58	13,9%	29,7%	non
Lavoux	1 265	764	389	30,7%	50,9%	oui
Liniers	658	30	7	1,1%	23,5%	non
Pouillé	822	225	59	7,2%	26,2%	non
Saint-Julien-l'Ars	4 277	1 411	1 141	26,7%	80,9%	oui
Savigny-Lévescault	2 246	146	40	1,8%	27,3%	non
Sèvres-Anxaumont	3 614	744	195	5,4%	26,3%	non
Tercé	1 254	68	21	1,7%	31,4%	non
<b>Total (29)</b>	<b>113 364</b>	<b>19 741</b>	<b>6 977</b>	<b>6,2%</b>	<b>35,3%</b>	<b>5</b>
				<b>Seuils :</b>	<b>10%</b>	<b>40%</b>

Dès lors qu'un investissement atypique est identifié, la CLETC a choisi de le valoriser sur une période de 20 ans sauf si cet investissement net représente plus du tiers des investissements nets du budget principal de la commune sur la période 2004 – 2016.

Ainsi, la CLETC a décidé de lisser sur 20 ans :

- L'investissement « atypique » de Celle-l'Evescault pour un coût net de 11 424 € (228 K€ / 20) contre 17 575 € initialement (228 K€ / 13)
- L'investissement « atypique » de Jaunay-Clan pour un coût net de 68 752 € (1 375 K€ / 20) contre 105 773 € initialement (1 375 K€ / 13)
- L'investissement « atypique » de Lavoux pour un coût net de 19 428 € (389 K€ / 20) contre 29 890 € initialement (389 K€ / 13)
- L'investissement « atypique » de Saint-Julien-l'Ars pour un coût net de 57 053 € (1 141 K€ / 20) contre 87 774 € initialement (1 141 K€ / 13)

Et de lisser sur 30 ans, l'investissement « atypique » de Jazeneuil pour un coût net de 20 181 € (605 K€ / 30) contre 46 573 € initialement (605 K€ / 13).

Par ailleurs, la commune de Saint-Sauvant a considéré que sa moyenne sur la période de référence CLETC (2004 – 2016) était inférieure aux besoins d'investissement d'entretien régulier de voirie et d'éclairage public. En conséquence, le coût net a été réévalué à 30 000 € contre 21 683 € initialement.

Ci-dessous la synthèse des travaux de la CLETC quant à la valorisation des charges et recettes d'investissement pour la compétence Voirie – Eclairage public :

Commune	Voirie - Eclairage public hors atypique			Voirie - Eclairage public atypique				Voirie - Eclairage public TOTAL					
	Dépenses EP	Dépenses Voirie	Recettes	Dépenses EP	Dépenses Voirie	Recettes	Coût net	Dépenses EP	Dépenses Voirie	Recettes	Coût net	Ajustement	Coût net ajusté
CELLE-LEVESCAULT	6 463	28 584	10 851	-	26 734	15 310	11 424	6 463	55 318	26 161	35 620	-	35 620
CLOUE	8 443	4 362	4 355	-	-	-	-	8 443	4 362	4 355	8 450	-	8 450
COULOMBIERS	5 900	46 990	15 133	-	-	-	-	5 900	46 990	15 133	37 757	-	37 757
CURZAY-SUR-VONNE	4 887	7 814	4 904	-	-	-	-	4 887	7 814	4 904	7 797	-	7 797
JAZENEUIL	2 917	18 023	5 646	2 679	42 621	25 118	20 181	5 596	60 644	30 764	35 475	-	35 475
LUSIGNAN	14 138	128 158	42 019	-	-	-	-	14 138	128 158	42 019	100 277	-	100 277
ROUILLE	5 117	121 793	33 327	-	-	-	-	5 117	121 793	33 327	93 583	-	93 583
SAINT-SAUVANT	7 819	20 555	6 692	-	-	-	-	7 819	20 555	6 692	21 683	8 317	30 000
SANXAY	3 601	17 891	9 243	-	-	-	-	3 601	17 891	9 243	12 248	-	12 248
CHAUVIGNY	68 622	166 351	81 941	-	-	-	-	68 622	166 351	81 941	153 032	-	153 032
JARDRES	21 910	17 704	14 211	-	-	-	-	21 910	17 704	14 211	25 403	-	25 403
PUYE	14 657	20 561	13 430	-	-	-	-	14 657	20 561	13 430	21 788	-	21 788
SAINT-RADEGONDE	1 825	6 994	1 323	-	-	-	-	1 825	6 994	1 323	7 496	-	7 496
BEAUMONT	16 019	106 104	6 397	-	-	-	-	16 019	106 104	6 397	115 727	-	115 727
SAINT-CYR	4 469	20 489	1 131	-	-	-	-	4 469	20 489	1 131	23 827	-	23 827
DISSAY	15 931	101 686	7 435	-	-	-	-	15 931	101 686	7 435	110 182	-	110 182
JAUNAY-CLAN	28 798	68 886	14 224	-	68 752	-	68 752	28 798	137 638	14 224	152 212	-	152 212
MARIGNY-BRIZAY	4 779	65 814	5 552	-	-	-	-	4 779	65 814	5 552	65 041	-	65 041
SAINT-GEORGES-LES-BAILLON	11 548	128 787	21 816	-	-	-	-	11 548	128 787	21 816	118 520	-	118 520
BIGNOUX	10 915	8 302	8 994	-	-	-	-	10 915	8 302	8 994	10 223	-	10 223
BONNES	17 225	5 449	5 553	-	-	-	-	17 225	5 449	5 553	17 120	-	17 120
CHAPELLE-MOULIERE	2 464	17 623	5 151	-	-	-	-	2 464	17 623	5 151	14 936	-	14 936
LAVOUX	7 212	33 380	11 720	-	30 684	11 256	19 428	7 212	64 064	22 976	48 301	-	48 301
LINIERS	1 956	636	308	-	-	-	-	1 956	636	308	2 283	-	2 283
POUILLE	2 923	20 372	5 954	-	-	-	-	2 923	20 372	5 954	17 340	-	17 340
SAINT-JULIEN-L'ARS	17 875	17 612	14 761	-	75 458	18 404	57 053	17 875	93 070	33 165	77 780	-	77 780
SAVIGNY-LEVESCAULT	9 270	11 268	9 285	-	-	-	-	9 270	11 268	9 285	11 254	-	11 254
SEVRES-ANXAUMONT	32 677	52 569	28 028	-	-	-	-	32 677	52 569	28 028	57 219	-	57 219
TERCE	4 704	2 822	2 311	-	-	-	-	4 704	2 822	2 311	5 215	-	5 215
<b>TOTAL</b>	<b>355 064</b>	<b>1 267 582</b>	<b>391 694</b>	<b>2 679</b>	<b>244 249</b>	<b>70 089</b>	<b>176 839</b>	<b>357 742</b>	<b>1 511 831</b>	<b>461 783</b>	<b>1 407 790</b>	<b>8 317</b>	<b>1 416 106</b>

**Décision : les membres de la CLETC retiennent les évaluations ci-dessus pour un coût net total de 1 416 106 €.**

#### **Sujet 4 : Valorisation des matériels et véhicules pour la compétence Voirie – Eclairage public**

Il a été demandé à chaque commune de lister les véhicules et matériels affectés pour tout ou partie à la compétence « Voirie – Eclairage public » avec les coûts d'acquisition.

**Les membres de la CLETC ont retenu à l'unanimité une durée d'amortissement de :**

- **6 ans pour les véhicules et matériels « légers » (inférieur à 5 K€)**
- **12 ans pour les véhicules et matériels « lourds » (supérieur à 5 K€)**

Avec cette méthodologie, l'évaluation des véhicules et matériels de chaque commune est conforme aux montants suivants :

Commune	Global des véhicules transférés inférieurs à 5 K€	Coût CLETC (amorti sur 6 ans)	Global des véhicules transférés supérieurs à 5 K€	Coût CLETC (amorti sur 12 ans)	TOTAL CLETC
CELLE-LEVESCAULT	867	145	-	-	145
CLOUE	-	-	-	-	-
COULOMBIERS	-	-	-	-	-
CURZAY-SUR-VONNE	-	-	-	-	-
JAZENEUIL	373	62	-	-	62
LUSIGNAN	-	-	23 935	1 995	1 995
ROUILLE	1 595	266	15 117	1 260	1 526
SAINT-SAUVANT	6 572	1 095	-	-	1 095
SANXAY	-	-	-	-	-
CHAUVIGNY	2 628	438	300 593	25 049	25 487
JARDRES	1 500	250	32 174	2 681	2 931
PUYE	666	111	25 714	2 143	2 254
SAINTE-RADEGONDE	-	-	-	-	-
BEAUMONT	3 486	581	86 851	7 238	7 819
SAINT-CYR	5 125	854	-	-	854
DISSAY	3 392	565	60 553	5 046	5 611
JAUNAY-CLAN	12 875	2 146	48 837	4 070	6 216
MARIGNY-BRIZAY	12 099	2 016	68 999	5 750	7 766
SAINT-GEORGES-LES-B	1 566	261	89 736	7 478	7 739
BIGNOUX	-	-	-	-	-
BONNES	-	-	62 990	5 249	5 249
CHAPELLE-MOULIERE	8 266	1 378	8 734	728	2 105
LAVOUX	12 839	2 140	-	-	2 140
LINIERS	2 999	500	-	-	500
POUILLE	-	-	-	-	-
SAINT-JULIEN-L'ARS	7 494	1 249	134 941	11 245	12 494
SAVIGNY-LEVESCAULT	7 333	1 222	11 796	983	2 205
SEVRES-ANXAUMONT	2 914	486	24 184	2 015	2 501
TERCE	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>94 589</b>	<b>15 765</b>	<b>995 155</b>	<b>82 930</b>	<b>98 694</b>

Aussi, Grand Poitiers disposera de 98 694 € pour renouveler ses matériels et véhicules affectés à la compétence « Voirie – Eclairage public ».

**Décision : les membres de la CLETC retiennent les évaluations ci-dessus pour un coût net total de 98 694 €.**

**Sujet 5 : Choix sur le transfert ou non de la structure de financement de la compétence Voirie - Eclairage public**

Pour finir le chiffrage de la compétence « Voirie – Eclairage public », il convient de s'interroger sur la structure de financement des dépenses nettes d'investissement :

Commune	Véhicules	Investissement	Investissements nets totaux
Celle-Lévescault	145	35 620	<b>35 765</b>
Cloué	-	8 450	<b>8 450</b>
Coulombiers	-	37 757	<b>37 757</b>
Curzay-sur-Vonne	-	7 797	<b>7 797</b>
Jazeneuil	62	35 475	<b>35 537</b>
Lusignan	1 995	100 277	<b>102 272</b>
Rouillé	1 526	93 583	<b>95 109</b>
Saint-Sauvant	1 095	30 000	<b>31 095</b>
Sanxay	-	12 248	<b>12 248</b>
Chauvigny	25 487	153 032	<b>178 519</b>
Jardres	2 931	25 403	<b>28 334</b>
La Puye	2 254	21 788	<b>24 042</b>
Sainte-Radégonde	-	7 496	<b>7 496</b>
Beaumont	7 819	115 727	<b>123 546</b>
Saint-Cyr	854	23 827	<b>24 681</b>
Dissay	5 611	110 182	<b>115 793</b>
Jaunay-Clan	6 216	152 212	<b>158 428</b>
Marigny-Brizay	7 766	65 041	<b>72 807</b>
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	7 739	118 520	<b>126 259</b>
Bignoux	-	10 223	<b>10 223</b>
Bonnes	5 249	17 120	<b>22 369</b>
La Chapelle-Moulière	2 105	14 936	<b>17 041</b>
Lavoux	2 140	48 301	<b>50 441</b>
Liniers	500	2 283	<b>2 783</b>
Pouillé	-	17 340	<b>17 340</b>
Saint-Julien-l'Ars	12 494	77 780	<b>90 274</b>
Savigny-Lévescault	2 205	11 254	<b>13 459</b>
Sèvres-Anxaumont	2 501	57 219	<b>59 720</b>
Tercé	-	5 215	<b>5 215</b>
<b>Total (29)</b>	<b>98 694</b>	<b>1 416 106</b>	<b>1 514 800</b>

L'analyse des comptes de gestion 2004 – 2016 démontre que les communes ont financé l'ensemble de leurs dépenses nettes d'investissement pour partie par autofinancement et pour l'autre partie par emprunt. Par ailleurs, chaque commune a une structure de financement propre :

Commune	Part autofinancée en %	Part empruntée en %	Part autofinancée Voirie - EP	Part empruntée Voirie - EP	Investissements nets totaux
Celle-Lévescault	19,9%	80,1%	7 126	28 639	35 765
Cloué	23,5%	76,5%	1 990	6 460	8 450
Coulombiers	53,9%	46,1%	20 333	17 424	37 757
Curzay-sur-Vonne	90,8%	9,2%	7 082	715	7 797
Jazeneuil	57,1%	42,9%	20 283	15 254	35 537
Lusignan	16,4%	83,6%	16 794	85 478	102 272
Rouillé	48,6%	51,4%	46 256	48 853	95 109
Saint-Sauvant	87,0%	13,0%	27 053	4 042	31 095
Sanxay	48,8%	51,2%	5 983	6 265	12 248
Chauvigny	63,8%	36,2%	113 845	64 674	178 519
Jardres	26,7%	73,3%	7 576	20 758	28 334
La Puye	71,2%	28,8%	17 110	6 932	24 042
Sainte-Radégonde	86,8%	13,2%	6 508	988	7 496
Beaumont	76,0%	24,0%	93 881	29 665	123 546
Saint-Cyr	34,3%	65,7%	8 475	16 206	24 681
Dissay	55,1%	44,9%	63 859	51 934	115 793
Jaunay-Clan	21,9%	78,1%	34 720	123 708	158 428
Marigny-Brizay	45,1%	54,9%	32 826	39 981	72 807
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	79,0%	21,0%	99 786	26 473	126 259
Bignoux	71,2%	28,8%	7 281	2 942	10 223
Bonnes	25,5%	74,5%	5 703	16 666	22 369
La Chapelle-Moulière	100,0%	0,0%	17 041	-	17 041
Lavoux	45,7%	54,3%	23 029	27 412	50 441
Liniers	60,4%	39,6%	1 682	1 101	2 783
Pouillé	50,4%	49,6%	8 740	8 600	17 340
Saint-Julien-l'Ars	37,8%	62,2%	34 119	56 155	90 274
Savigny-Lévescault	42,3%	57,7%	5 689	7 770	13 459
Sèvres-Anxaumont	74,2%	25,8%	44 316	15 404	59 720
Tercé	45,6%	54,4%	2 377	2 838	5 215
<b>Total (29)</b>	<b>51,0%</b>	<b>49,0%</b>	<b>781 463</b>	<b>733 337</b>	<b>1 514 800</b>

Partant de ce constat, on peut présupposer que les dépenses nettes d'investissement « Voirie – Eclairage public » ont été financées à structure de financement identique. Toutefois, la liberté a été laissée à la commune de retenir pour le calcul de l'attribution de compensation une part d'autofinancement plus importante que celle correspondant à la structure de financement.

Chaque commune a le choix entre deux possibilités :

- **Possibilité 1 : Autofinancement de 100 % des dépenses d'investissement « Voirie - Eclairage public ».**

Pour les communes retenant cette première possibilité, l'évaluation de la compétence « Voirie – Eclairage public » est terminée. La variation de l'attribution de compensation de la commune sera égale aux montants ci-dessous :

Evaluation Voirie - Eclairage public avec un autofinancement à 100 %						
Commune	Fonctionnement (hors frais financiers)	Charges indirectes	Matériels et véhicules	Investissement	Frais financiers	TOTAL
Celle-Lévescault	9 535	582	145	35 620	-	45 882
Cloué	5 619	255	-	8 450	-	14 324
Coulombiers	21 593	1 080	-	37 757	-	60 430
Curzay-sur-Vonne	8 369	335	-	7 797	-	16 501
Jazeneuil	4 639	236	62	35 475	-	40 412
Lusignan	81 772	5 051	1 995	100 277	-	189 095
Rouillé	58 883	3 843	1 526	93 583	-	157 835
Saint-Sauvant	25 347	1 454	1 095	30 000	-	57 896
Sanxay	14 474	579	-	12 248	-	27 301
Chauvigny	274 869	17 180	25 487	153 032	-	470 568
Jardres	32 035	1 627	2 931	25 403	-	61 996
La Puye	20 132	805	2 254	21 788	-	44 979
Sainte-Radégonde	2 874	115	-	7 496	-	10 485
Beaumont	58 816	2 951	7 819	115 727	-	185 313
Saint-Cyr	24 633	1 232	854	23 827	-	50 546
Dissay	102 979	6 435	5 611	110 182	-	225 207
Jaunay-Clan	235 839	15 143	6 216	152 212	-	409 410
Marigny-Brizay	44 220	2 237	7 766	65 041	-	119 264
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	170 290	10 592	7 739	118 520	-	307 141
Bignoux	18 206	1 114	-	10 223	-	29 543
Bonnes	62 635	3 214	5 249	17 120	-	88 218
La Chapelle-Moulière	11 770	507	2 105	14 936	-	29 318
Lavoux	15 988	854	2 140	48 301	-	67 283
Liniers	8 867	405	500	2 283	-	12 055
Pouillé	8 958	361	-	17 340	-	26 659
Saint-Julien-l'Ars	99 574	6 603	12 494	77 780	-	196 451
Savigny-Lévescault	17 000	850	2 205	11 254	-	31 309
Sèvres-Anxaumont	30 294	1 887	2 501	57 219	-	91 901
Tercé	19 615	1 053	-	5 215	-	25 883
<b>Total (29)</b>	<b>1 489 825</b>	<b>88 580</b>	<b>98 694</b>	<b>1 416 106</b>	<b>-</b>	<b>3 093 205</b>
Beaumont-Saint-Cyr	83 449	4 183	8 673	139 554	-	235 859
Jaunay-Marigny	280 059	17 380	13 982	217 253	-	528 674



- **Possibilité 2 : Transfert de la structure de financement.** Dans cette hypothèse l'attribution de compensation devra intégrer en plus des frais financiers.

Pour les communes retenant la possibilité 2, le montant définitif de la variation de l'attribution de compensation liée à la compétence « Voirie – Eclairage public » correspond aux montants arrêtés par la CLETC majorés des frais financiers (taux de 2,5 % sur 15 ans) :

Evaluation Voirie - Eclairage public avec un financement par emprunt							
Commune	Fonctionnement (hors frais financiers)	Charges indirectes	Matériels et véhicules	Investissement	Frais financiers	TOTAL	Dettes à transférer
Celle-Lévescault	9 535	582	145	35 620	6 057	51 939	242 274
Cloué	5 619	255	-	8 450	1 366	15 690	54 652
Coulombiers	21 593	1 080	-	37 757	3 685	64 115	147 401
Curzay-sur-Vonne	8 369	335	-	7 797	151	16 652	6 045
Jazeneuil	4 639	236	62	35 475	3 226	43 638	129 052
Lusignan	81 772	5 051	1 995	100 277	18 078	207 173	723 131
Rouillé	58 883	3 843	1 526	93 583	10 332	168 167	413 289
Saint-Sauvant	25 347	1 454	1 095	30 000	855	58 751	34 198
Sanxay	14 474	579	-	12 248	1 325	28 626	53 004
Chauvigny	274 869	17 180	25 487	153 032	13 678	484 246	547 138
Jardres	32 035	1 627	2 931	25 403	4 390	66 386	175 611
La Puye	20 132	805	2 254	21 788	1 466	46 445	58 642
Sainte-Radégonde	2 874	115	-	7 496	209	10 694	8 359
Beaumont	58 816	2 951	7 819	115 727	6 274	191 587	250 959
Saint-Cyr	24 633	1 232	854	23 827	3 428	53 974	137 106
Dissay	102 979	6 435	5 611	110 182	10 984	236 191	439 362
Jaunay-Clan	235 839	15 143	6 216	152 212	26 164	435 574	1 046 557
Marigny-Brizay	44 220	2 237	7 766	65 041	8 456	127 720	338 235
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	170 290	10 592	7 739	118 520	5 599	312 740	223 960
Bignoux	18 206	1 114	-	10 223	622	30 165	24 890
Bonnes	62 635	3 214	5 249	17 120	3 525	91 743	140 991
La Chapelle-Moulière	11 770	507	2 105	14 936	-	29 318	-
Lavoux	15 988	854	2 140	48 301	5 798	73 081	231 901
Liniers	8 867	405	500	2 283	233	12 288	9 313
Pouillé	8 958	361	-	17 340	1 819	28 478	72 752
Saint-Julien-l'Ars	99 574	6 603	12 494	77 780	11 877	208 328	475 068
Savigny-Lévescault	17 000	850	2 205	11 254	1 643	32 952	65 732
Sèvres-Anxaumont	30 294	1 887	2 501	57 219	3 258	95 159	130 319
Tercé	19 615	1 053	-	5 215	600	26 483	24 006
<b>Total (29)</b>	<b>1 489 825</b>	<b>88 580</b>	<b>98 694</b>	<b>1 416 106</b>	<b>155 098</b>	<b>3 248 303</b>	<b>6 203 948</b>
Beaumont-Saint-Cyr	83 449	4 183	8 673	139 554	9 702	245 561	388 065
Jaunay-Marigny	280 059	17 380	13 982	217 253	34 620	563 294	1 384 792

*Il est précisé que les frais financiers ci-dessus ont été calculés à partir des montants théoriques de dette à transférer (dernière colonne). Pour les communes transférant un prêt au réel, les frais financiers seront ajustés en fonction du capital restant dû transféré.*

**Pour chacune des communes qui auront optées pour la possibilité 2, il conviendra de retenir l'un des deux mécanismes proposés pour les transferts d'emprunt :**

- **Modalité 1 : Transfert réel d'emprunt à Grand Poitiers.** Dès la première année, c'est-à-dire dès 2017, l'attribution de compensation de la commune est égale aux montants arrêtés par la CLETC majorés des frais financiers (ces frais financiers seront ajustés en fonction du stock de dette réellement transféré). Parallèlement, la dette « Voirie – Eclairage public » est transférée à Grand Poitiers et les communes



n'ont plus à faire face aux annuités correspondantes. Cette hypothèse est conditionnée au fait que la commune dispose d'un ou plusieurs emprunts (d'une durée proche de 15 ans au taux d'environ 2,5 %) correspondant au stock de dette à transférer. Pour réaliser ces transferts de prêts, les communes devront initier la démarche auprès des banques. Par ailleurs, Grand Poitiers remboursera les annuités 2017 déjà payées par les communes pour les emprunts transférés.

- **Modalité 2 : Mise en place d'une attribution de compensation progressive durant la période transitoire où la commune éteint son stock de dette « Voirie – Eclairage public ».** Ce n'est qu'à terme (en 2032) que l'attribution de compensation de la commune sera égale aux montants arrêtés par la CLETC majorés des frais financiers. Dans cette hypothèse la commune conserve l'intégralité de son stock de dette mais la retenue sur attribution n'est que partielle et augmente progressivement à due concurrence de l'extinction du stock de dette « Voirie – Eclairage public ».

**Les services de Grand Poitiers ont recueilli les propositions suivantes de chacune des communes :**

Commune	Choix de la commune
Celle-l'Evescault	Retenue progressive sur attribution de compensation
Cloué	Retenue progressive sur attribution de compensation
Coulombiers	Autofinancement
Curzay-sur-Vonne	Retenue progressive sur attribution de compensation
Jazeneuil	Retenue progressive sur attribution de compensation
Lusignan	Transfert au réel *
Rouillé	Retenue progressive sur attribution de compensation
Saint-Sauvant	Autofinancement
Sanxay	Retenue progressive sur attribution de compensation
Chauvigny	Transfert au réel *
Jardres	Retenue progressive sur attribution de compensation
La Puye	Retenue progressive sur attribution de compensation
Sainte-Radégonde	Autofinancement
Beaumont-Saint-Cyr	Transfert au réel *
Dissay	Retenue progressive sur attribution de compensation
Jaunay-Marigny	Autofinancement
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	Retenue progressive sur attribution de compensation
Bignoux	Autofinancement
Bonnes	Autofinancement
La Chapelle-Moulière	Autofinancement
Lavoux	Retenue progressive sur attribution de compensation
Liniers	Autofinancement
Pouillé	Autofinancement
Saint-Julien-l'Ars	Retenue progressive sur attribution de compensation
Savigny-l'Evescault	Retenue progressive sur attribution de compensation
Sèvres-Anxaumont	Autofinancement
Tercé	Autofinancement
<b>Total (27)</b>	

**A partir des choix des communes, la CLETC valorise les frais financiers suivants :**

Commune	Choix de la commune	Frais financiers
Celle-l'Evescault	Retenue progressive sur attribution de compensation	6 057
Cloué	Retenue progressive sur attribution de compensation	1 366
Coulombiers	Autofinancement	-
Curzay-sur-Vonne	Retenue progressive sur attribution de compensation	151
Jazeneuil	Retenue progressive sur attribution de compensation	3 226
Lusignan	Transfert au réel *	18 265
Rouillé	Retenue progressive sur attribution de compensation	10 332
Saint-Sauvant	Autofinancement	-
Sanxay	Retenue progressive sur attribution de compensation	1 325
Chauvigny	Transfert au réel *	14 232
Jardres	Retenue progressive sur attribution de compensation	4 390
La Puye	Retenue progressive sur attribution de compensation	1 466
Sainte-Radégonde	Autofinancement	-
Beaumont-Saint-Cyr	Transfert au réel *	9 827
Dissay	Retenue progressive sur attribution de compensation	10 984
Jaunay-Marigny	Autofinancement	-
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	Retenue progressive sur attribution de compensation	5 599
Bignoux	Autofinancement	-
Bonnes	Autofinancement	-
La Chapelle-Moulière	Autofinancement	-
Lavoux	Retenue progressive sur attribution de compensation	5 798
Liniers	Autofinancement	-
Pouillé	Autofinancement	-
Saint-Julien-l'Ars	Retenue progressive sur attribution de compensation	11 877
Savigny-l'Evescault	Retenue progressive sur attribution de compensation	1 643
Sèvres-Anxaumont	Autofinancement	-
Tercé	Autofinancement	-
<b>Total (27)</b>		<b>106 538</b>

\* Pour les communes ayant opté pour le transfert au réel, les frais financiers ont été ajustés pour correspondre à la réalité du capital restant dû à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### **Tableau de synthèse du chiffrage de la compétence Voirie – Eclairage public :**

Ci-dessous la synthèse des chiffrages arrêtés par la CLETC pour la compétence Voirie – Eclairage public :

<b>COMMUNES</b>	<b>Fonctionnement net</b>	<b>Charges indirectes</b>	<b>Investissement net</b>	<b>Matériels et véhicules</b>	<b>Frais financiers</b>	<b>TOTAL</b>
CELLE-LEVESCAULT	9 535	582	35 620	145	6 057	<b>51 939</b>
CLOUE	5 619	255	8 450	-	1 366	<b>15 690</b>
COULOMBIERS	21 593	1 080	37 757	-	-	<b>60 430</b>
CURZAY-SUR-VONNE	8 369	335	7 797	-	151	<b>16 652</b>
JAZENEUIL	4 639	236	35 475	62	3 226	<b>43 638</b>
LUSIGNAN	81 772	5 051	100 277	1 995	18 265	<b>207 360</b>
ROUILLE	58 883	3 843	93 583	1 526	10 332	<b>168 167</b>
SAINT-SAUVANT	25 347	1 454	30 000	1 095	-	<b>57 896</b>
SANXAY	14 474	579	12 248	-	1 325	<b>28 626</b>
CHAUVIGNY	274 869	17 180	153 032	25 487	14 232	<b>484 800</b>
JARDRES	32 035	1 627	25 403	2 931	4 390	<b>66 386</b>
PUYE	20 132	805	21 788	2 254	1 466	<b>46 445</b>
SAINTE-RADEGONDE	2 874	115	7 496	-	-	<b>10 485</b>
BEAUMONT-SAINT-CYR	83 449	4 183	139 554	8 673	9 827	<b>245 686</b>
DISSAY	102 979	6 435	110 182	5 611	10 984	<b>236 191</b>
JAUNAY-MARIGNY	280 059	17 380	217 253	13 982	-	<b>528 674</b>
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	170 290	10 592	118 520	7 739	5 599	<b>312 740</b>
BIGNOUX	18 206	1 114	10 223	-	-	<b>29 543</b>
BONNES	62 635	3 214	17 120	5 249	-	<b>88 218</b>
CHAPELLE-MOULIERE	11 770	507	14 936	2 105	-	<b>29 318</b>
LAVOUX	15 988	854	48 301	2 140	5 798	<b>73 081</b>
LINIERS	8 867	405	2 283	500	-	<b>12 055</b>
POUILLE	8 958	361	17 340	-	-	<b>26 659</b>
SAINT-JULIEN-L'ARS	99 574	6 603	77 780	12 494	11 877	<b>208 328</b>
SAVIGNY-LEVESCAULT	17 000	850	11 254	2 205	1 643	<b>32 952</b>
SEVRES-ANXAUMONT	30 294	1 887	57 219	2 501	-	<b>91 901</b>
TERCE	19 615	1 053	5 215	-	-	<b>25 883</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 489 825</b>	<b>88 580</b>	<b>1 416 106</b>	<b>98 694</b>	<b>106 538</b>	<b>3 199 743</b>

Il est rappelé que les différences de périmètre sur la gestion communale de la compétence Voirie ne permettent pas de comparer les charges et les recettes de communes issues d'un EPCI différent.

## **Sujet 6 : Présentation de la possibilité d'imputer une partie de l'attribution de compensation en investissement**

Jusqu'en 2016 le législateur imposait d'imputer l'intégralité de l'attribution de compensation (intégrant notamment des charges d'investissement) sur la section de fonctionnement de la commune et de l'EPCI. La Loi de Finances rectificative 2016 a modifié cet état de fait en introduisant la possibilité d'imputer la partie du montant de l'attribution de compensation correspondant aux dépenses nettes d'investissement en section d'investissement. Toutefois, l'arrêté d'actualisation des instructions budgétaire et comptable M14 prévoyant le schéma budgétaire et comptable de ce dispositif n'est toujours pas connu à ce jour (le Trésor Public propose d'utiliser le compte 2041512 pour 2017).

En 2017, la CLETC a procédé à une valorisation d'investissement (Voirie – Eclairage public et Urbanisme) sur 27 communes :

<b>Commune</b>	<b>Voirie - Eclairage public (y compris matériels)</b>	<b>Urbanisme 2017 à 2019</b>	<b>Urbanisme à partir de 2020</b>
Celle-Lévescault*	35 765	7 296	2 248
Cloué*	8 450	3 882	734
Coulombiers	37 757	5 774	1 648
Curzay-sur-Vonne*	7 797	801	801
Jazeneuil*	35 537	1 559	1 559
Lusignan	102 272	6 810	3 017
Rouillé*	95 109	3 439	3 439
Saint-Sauvant	31 095	6 753	2 729
Sanxay*	12 248	1 130	1 130
Chauvigny	178 519	20 636	7 943
Jardres*	28 334	6 815	1 547
La Puye*	24 042	1 149	1 149
Sainte-Radégonde	7 496	7 101	518
Beaumont-Saint-Cyr	148 227	10 073	3 226
Dissay*	115 793	2 967	2 967
Jaunay-Marigny	231 235	6 730	6 730
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	126 259	3 343	3 871
Bignoux	10 223	3 589	1 180
Bonnes	22 369	2 268	2 268
La Chapelle-Moulière	17 041	997	997
Lavoux*	50 441	3 505	1 262
Liniers	2 783	2 261	891
Pouillé	17 340	3 954	874
Saint-Julien-l'Ars*	90 274	3 198	2 355
Savigny-Lévescault*	13 459	3 621	1 492
Sèvres-Anxaumont	59 720	5 200	1 943
Tercé	5 215	3 750	1 503

*\* Ces communes ont choisi la retenue progressive sur attribution de compensation sur le transfert de la structure de financement Voirie – Eclairage public, aussi ce n'est qu'en 2032 que la retenue sur attribution de compensation atteindra les montants ci-dessus pour la compétence Voirie – Eclairage public*

A partir de ces évaluations deux possibilités s'offrent à ces 27 communes :

- Statu quo : l'attribution de compensation est imputée dans son intégralité en section de fonctionnement
- Versement par la commune d'une attribution de compensation d'investissement et diminution (si c'est une dépense) ou augmentation (si c'est une recette) à due concurrence de l'attribution de compensation imputée en fonctionnement.

Monsieur Eidelstein a indiqué que chacune des 27 communes disposait jusqu'au 30 novembre 2017, au plus tard, pour informer Grand Poitiers de son choix quant à l'imputation en section d'investissement de l'attribution de compensation.

## **Sujet 7 : Prise en compte d'une erreur matérielle pour la commune de Chasseneuil-du-Poitou pour la compétence Promotion du Tourisme**

Les statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine indiquent que cette dernière est compétente en matière de « Promotion du tourisme » et que cette compétence se limite aux offices de tourisme. La commune de Chasseneuil-du-Poitou disposant d'un office de tourisme est ainsi concernée par cette compétence.

Par ailleurs, avec cette compétence Grand Poitiers peut instituer une taxe de séjour communautaire sur l'ensemble de son territoire. Pour neutraliser financièrement les communes qui disposent d'une taxe de séjour communale, il est possible d'intégrer une recette figée dans l'attribution de compensation de la commune concernée.

Pour ce faire, en 2016, la CLETC de Grand Poitiers 13 a évalué la compétence Promotion du Tourisme en retenant la dernière année connue comme année de référence pour l'évaluation de la compétence Promotion du Tourisme.

Les montants évalués correspondaient :

- pour les charges au personnel mis à disposition, aux agents assurant le ménage et au versement de subvention ou produit de taxe de séjour à l'office de tourisme
- pour les recettes au produit de taxe de séjour et au remboursement de personnel mis à disposition

Or, le montant de Promotion du Tourisme valorisé pour Chasseneuil-du-Poitou présentait une coquille car il n'intégrait pas les effets d'une délibération modifiant le régime de la taxe de séjour (passage du forfait au réel).

Cette délibération a eu pour effet :

- d'augmenter la période de perception (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre)
- d'augmenter les tarifs de taxe de séjour

Aussi le produit de taxe de séjour perçu par Chasseneuil-du-Poitou n'était pas de 278 334 € mais de 406 373 €, soit une évolution de 128 039 € :

	Montant évalué	Montant ajusté	Ecart
Dépenses	93 099	93 099	-
Recettes	290 072	418 111	128 039
<b>Recettes nettes</b>	<b>196 973</b>	<b>325 012</b>	<b>128 039</b>

**Décision :** Les membres de la CLETC prennent en compte l'erreur matérielle sur la commune de Chasseneuil-du-Poitou pour la compétence Promotion du tourisme, soit un montant ajusté à 325 012 €.

## **Sujet 5 : Régularisation du transfert de charges du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux**

Malgré le transfert de compétence juridique du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux à Val Vert du Clain, l'entretien du stade était toujours assuré par des financements de la commune (100 % du coût de fonctionnement et 40 % du coût net d'investissement).

La commune de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux souhaitant régulariser cette situation en mettant en conformité la situation juridique et la situation financière. Il est nécessaire de procéder à une évaluation des transferts de charges encore communales.

Pour l'évaluation des charges directes de fonctionnement, il a été demandé à Saint-Georges-Lès-Baillargeaux de recenser :

- Les dépenses de fonctionnement : les charges à caractère général (consommation d'eau et d'électricité, petit entretien, location, carburant, maintenance, assurance...), les charges de personnel (traitements, primes, cotisations...) et les charges exceptionnelles.
- Les recettes de fonctionnement : les produits des services (redevances et droits des services...), les subventions reçues et les recettes exceptionnelles.

Dans le détail, les dépenses et recettes sont conformes aux montants suivants pour les 3 dernières années (2015 à 2017) :

	2015	2016	2017
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>8 934</b>	<b>6 378</b>	<b>28 842</b>
Fluides	1 807	1 296	1 090
Fourniture	2 574	4 140	1 323
Maintenance	4 553	941	26 429
<b>012 - Charges de personnel</b>	<b>8 410</b>	<b>8 440</b>	<b>6 557</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>17 344</b>	<b>14 817</b>	<b>35 399</b>
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>17 344</b>	<b>14 817</b>	<b>35 399</b>

Il convient de noter :

- une forte évolution en 2017 lié :
  - o à l'entretien de 2 terrains au lieu de un précédemment.
  - o à une prestation assurée par une entreprise (en 2015 et 2016, l'entretien était assuré pour partie par les bénévoles du club de rugby)
  - o à une hausse du niveau de prestation
- que les coûts en ressources humaines sont limités par le fait que l'entretien des vestiaires et le traçage du terrain sont assurés bénévolement par le club.

**Décision : Les membres de la CLETC choisissent de retenir la dernière année 2017 comme année de référence pour le fonctionnement du stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux.** Ainsi Grand Poitiers disposera des moyens financiers permettant d'assurer un niveau de prestation équivalent à celui de la commune de Saint Georges-Lès-Baillargeaux.

La finalisation de la régularisation (charges indirectes et investissement) sera traitée lors de la prochaine CLETC. Les charges ainsi évaluées auront un impact sur l'attribution de compensation 2018.

Fait à Poitiers le 21 novembre 2017

Par la Direction Budget - Finances  
de Grand Poitiers Communauté urbaine

---